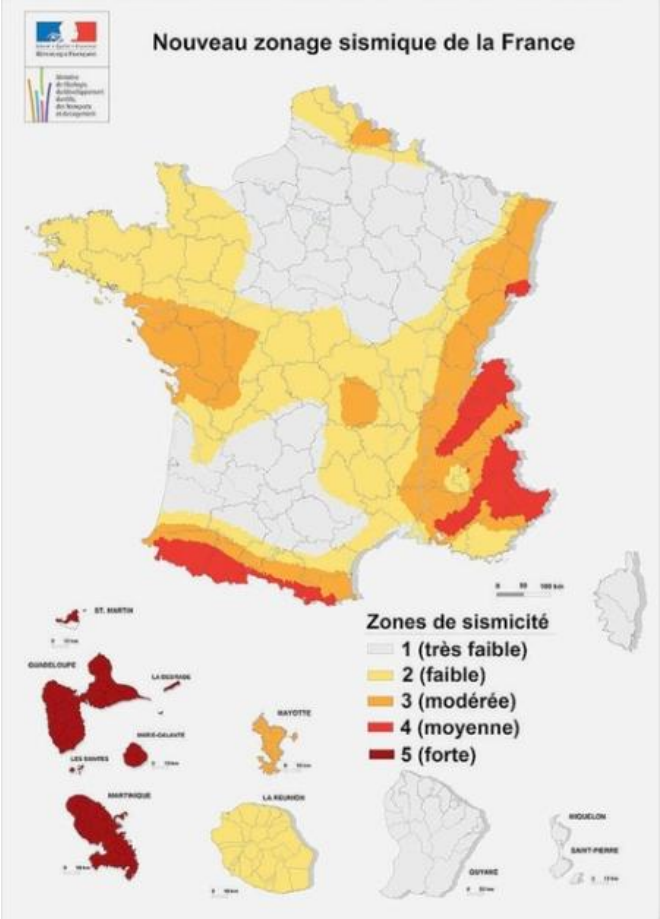
Transition énergétique, mode d'emploi

Par Jacqueshenry

Transition énergétique. Mode d'emploi : des impôts en plus et un kWh beaucoup plus cher et pire encore…

En novembre 2011, en plein débat entre le PS et les écologistes quant à une négociation d'un programme « commun » et surtout l'attribution de maroquins à quelques écolos en contre-partie de leurs consignes de vote pour la présidentielle, j'avais reçu un mail d'un correspondant bien informé sur la politique énergétique électrique française, un regard si l'on peut dire de « l'intérieur ». Le débat entre écolos et socialistes, après la grande foire du Grenelle de l'environnement gangrenée par des ONG qu'il est inutile de renommer ici et qui fut organisée, rappelons-le au passage, par Sarkozy pour des raisons électoralistes, s'était focalisé sur le changement climatique (on disait alors réchauffement mais peu importe) et la sortie du nucléaire, un mauvais point pour Sarkozy au passage. Il faut dire à la décharge de ces politiciens de peu d'envergure en plein débat que l'accident de la centrale de Fukushima-Daiichi était encore tout frais dans les mémoires et cette catastrophe avait été, pour reprendre un terme cher aux politiciens et aux journalistes, « instrumentalisée » à des fins idéologiques. Bref, il fallait sortir du nucléaire quel que soit le coût de cette opération et tenez-vous bien, les écologistes salivant à l'idée de récupérer quelques parcelles de pouvoir si Hollande était élu, exigeaient que le processus s'étale sur dix ans ! Ce correspondant me transmit les estimations de cette action que je rappelle à mes lecteurs à un moment où la vitesse de croisière de l'endettement de la France a atteint au bas mot 20 milliards d'euros par mois, ou 700 millions d'euros par jour, comme vous voudrez, l'État français par le truchement de son équipe au pouvoir empruntant pour rembourser la dette arrivant à maturité et payer les intérêts du principal toujours en cours parfois sur des durées de 50 ans songe à des mesures qui ne feront qu'aggraver la situation déjà très critique.

Qu'à cela ne tienne il fallait sortir du nucléaire, la France se trouvant dans une zone sismique bien connue et n'étant pas à l'abri d'un tsunami géant …



Le parc nucléaire français de 63 GWe fournit une énergie d'environ 50 GWh en se basant sur une disponibilité

moyenne de 80 %. Pour les écologistes, les panneaux solaires et les éoliennes pourraient très bien prendre la relève du nucléaire. Très bien, mais il faudrait pour cela 3250 millions de m2 de panneaux solaires, soit la superficie de départements comme le Haut-Rhin, le Vaucluse ou encore le Rhône, pour atteindre une telle puissance installée ! Coût : 2600 milliards d'euros. Mais comme la nuit l'efficacité des panneaux solaires est nulle par définition, il faudrait aussi installer la même puissance en éoliennes géantes, soit 100 000 éoliennes. Coût moindre mais tout de même de 250 milliards d'euros, car les éoliennes, sur le papier peuvent prendre le relais des panneaux solaires, tout du moins la nuit en restant optimiste alors que le vent a une fâcheuse tendance à mollir justement la nuit. Pour bien faire et ne pas se trouver confronté à des black-out répétés il faut donc stocker cette énergie sous forme d'eau pompée dans des barrages de montagne dont il faudra naturellement faire les frais de construction (barrage + tuyauteries forcées + usine de pompage et alternateurs), coût estimé 300 milliards d'euros au minimum. Toute autre forme de stockage est un désastre économique que ce soient les batteries d'accumulateurs quels qu'ils soient ou la production d'hydrogène, tous les spécialistes le savent mais on jette de l'argent par les fenêtres dans ces deux directions pour satisfaire les socialo-écologistes. Qui plus est, comme par une ironie événementielle, ce sont EDF (Énergies nouvelles) et Areva qui sont autoritairement invités à se livrer à ce genre d'aberration économique subissant le diktat du gouvernement représentant l'État qui est leur actionnaire majoritaire !

On arrive donc à un total de près de 3100 milliards d'euros soit l'équivalent d'une fois et demi la dette actuelle de la France, sans compter les hors-bilan non financés, une invention de Juppé, faut-il le rappeler ! Supposons que ce programme soit réalisable et que le pouvoir politique en décide ainsi, même en échelonnant les investissements sur 10 ans, cela représenterait un coût de 310 milliards d'euros par an, c'est-à-dire 6 fois la charge annuelle de la dette, ou 7 fois le budget de l'Éducation nationale ou 9 fois le budget de la défense, et ceci chaque année.

Comment financer un tel investissement pharaonique ? Par l'impôt ?

Chaque français, quel que soit son âge, du berceau à la fin de vie et il faut bien insister sur ce point, devrait débourser 5000 euros par an pendant ces dix années hors le remboursement de la dette actuelle qui augmente de plus de 10 % par an. Pour un ménage avec deux enfants, le calcul est simple, il faudrait (en théorie) qu'il contribue à hauteur de 20000 euros annuellement pour que ce programme puisse être réalisé …

À tous ces coûts astronomiques viendrait s'ajouter naturellement la construction de centrales thermiques au gaz, au pétrole ou au charbon, car on se rendrait très vite compte que des black-out répétés mettraient l'ensemble de l'industrie française dans une situation franchement délicate et exaspéreraient la population dans son ensemble. Ce dernier point n'a pas été précisément chiffré par mon correspondant mais on peut estimer sans être trop éloigné de la réalité qu'il faudrait au moins 30 GW électriques brûlant des combustibles fossiles pour la plus grande satisfaction des écologistes qui veulent (voulaient en 2011) sortir du nucléaire coûte que coûte, soit une dépense supplémentaire avoisinant les 150 milliards d'euros produisant paradoxalement du CO2, le gaz « à effet de serre » honni de ces même écolos. Comme les caisses de l'État sont désespérément vides, il y a gros à parier que dans un ultime sursaut de sagesse, le gouvernement reverra sa copie de fond en comble. Malgré tout la fermeture programmée des 20 CP1 de la série des 900 MW représentera un manque à gagner pour EDF de 380 milliards d'euros, une paille !

Les esprits se sont quelque peu calmés depuis mais il n'en reste pas moins que la Miss Royal a encore reparlé de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim qui fait partie des promesses électorales du capitaine de pédalo (sur le canal latéral du Rhin) dont la décision semble se concrétiser puisque EDF se prépare non seulement au manque à gagner qui se répercutera sur les notes d'électricité mais en réalisant des modifications sur le réseau électrique alsacien car l'Alsace, exportateur d'électricité, deviendra d'un coup importateur. Enfin, il faut mentionner que Fessenheim emploie 1900 personnes dont 850 agents EDF qui seront invités à aller travailler ailleurs car le démantèlement de l'installation qui pourrait encore être exploitée dix années supplémentaires voire plus, ne pourra être initié qu'après une période d'au moins dix ans, ne serait-ce que pour atteindre des niveaux de radioactivité acceptables pour les personnels ainsi que pour évacuer le combustible usé. Le manque à gagner global de cette fermeture anticipée est, je le rappelle, de 380 milliards d'euros pour EDF. Il faudra bien trouver une solution de remplacement mais là encore silence radio. Force est de constater que le gouvernement actuel fait preuve d'un amateurisme terrifiant et la Miss Royal persiste et signe dans son aveuglement idéologique !

Parlons donc de cet aveuglement idéologique en tentant d'expliquer les raisons pour lesquelles les écologistes ont revendiqué la fermeture de la centrale de Fessenheim car il y a un côté tragicomique dans cette histoire. Après le grand tremblement de terre japonais du 11 mars 2011, les écologistes se sont alarmé des risques sismiques pouvant affecter le territoire français en dehors naturellement des Antilles où ce risque est avéré. Il

fallait bien qu'ils trouvent un argument massue pour justifier leur idéologie anti-nucléaire ! Il existe des archives seigneuriales et paroissiales qui décrivent avec une grand précision les événements du passé en ce qui concerne entre autre les tremblements de terre, l'un des phénomènes naturels les plus marquants. La centrale de Fessenheim, bête noire des écologistes français mais aussi allemands et suisses, se situe dans une zone à risque sismique. Le dernier tremblement de terre d'amplitude significative estimée à 7,1 sur l'échelle de Richter eut lieu dans la région de Bâle en 1356. La centrale de Fessenheim, compte tenu de l'estimation de cet événement historique fut construite en tenant compte de cette amplitude et devant résister à un séisme au moins double en termes d'énergie dissipée soit environ 8 sur l'échelle de Richter, échelle qui n'est d'ailleurs pas utilisée par les ingénieurs qui lui préfèrent l'échelle MSK plus précise en termes de dégâts matériels occasionnés par un séisme. Cette échelle est d'ailleurs utilisée par les ingénieurs japonais pour calculer l'architecture des constructions civiles et industrielles. Le Japon détient le triste record mondial des séismes qui s'élèvent à environ 5 séismes quotidiens de diverses amplitudes. Non seulement toutes les centrales nucléaires françaises ont été construites pour résister à des séismes d'amplitude double de ceux décrits par les chroniques et les archives du passé, mais cette histoire de risque sismique a préoccupé l'organisation Sortir du Nucléaire, financée par les contribuables faut-il le rappeler, Greenpeace et d'autres groupes environnementalistes politisés à outrance pour dévier l'ensemble des données disponibles relatives à ces risques sismiques, que ce soit dans la vallée du Rhin ou celle du Rhône ou même à Chinon en avançant l'argument fallacieux qu'EDF avait falsifié les données relatives à ces risques. Or jamais EDF ne se serait risquée à construire des usines dans des zones à risque car qui dit manque de sécurité de ce genre dit par corollaire non à l'édification d'une usine. L'ASN, organisme indépendant, à la suite de l'accident de Fukushima-Daiichi, a renforcé ses contrôles et ses procédures de vérification des implantations existantes et n'a pas réussi à déceler un manquement quelconque d'EDF tant dans la vallée du Rhin que dans la vallée du Rhône. Bien avant le 11 mars 2011, EDF avait entamé dès 2003 un programme de vérification et d'amélioration de ses installations en vue d'atteindre la conformité de la norme RFS 2001. Il y eut un vif débat entre experts qui conduisit l'ASN à exiger d'EDF divers travaux de mise en conformité des centrales afin d'en améliorer la sureté. La sureté des centrales est en effet la principale préoccupation de l'exploitant, au quotidien faut-il le rappeler et vue de l'intérieur comme le rappelle à juste titre la CGT. Bien avant cet accident de Fukushima-Daiichi EDF a donc entrepris des travaux afin de mettre en conformité les installations avec les directives de l'IRSN (le prédécesseur de l'ASN) et tout incident détecté est depuis répertorié et transmis à l'autorité de sureté. L'industrie nucléaire est infiniment plus contrôlée que l'industrie chimique qui représente des risques beaucoup plus à même d'occasionner des milliers de morts dans des régions particulières où les usines côtoient parfois les habitations à quelques mètres de distance. EDF a répondu aux exigences de transparence en signalant donc aux autorités les moindres incidents survenant dans les centrales. Les écologistes ont enquêté sur la centrale de Chinon qui a été classée en zone sismique récemment. Or, lors de sa construction ce site était connu pour se situer dans une zone sismique et les travaux de génie civil compte-tenu de ce critère et des recommandations émises par l'ASN ont été conduits conformément à ces recommandations. Afin de mettre en « conformité post-Fukushima » les installations d'EDF, il faut prendre en considération le fait que les interventions sur site ne peuvent pas être effectuées du jour au lendemain en particulier lorsque qu'un réacteur est en fonctionnement. Cependant EDF a, tant au Blayais qu'à Bugey, Chinon ou Fessenheim, procédé à toutes les modifications exigées par l'ASN, et ceci bien avant le grand tremblement de terre japonais. Les ingénieurs d'EDF sont reconnus dans le monde entier pour leur professionnalisme dans le domaine de la sureté et ils ont pris les devants à la suite du tremblement de terre de Kobé de 2007 après en avoir tiré les conséquences en collaboration avec leurs homologues japonais. Le site de Cruas, dans la vallée du Rhône, se trouve dans une région à risque sismique reconnu. Prenant en considération les chroniques médiévales et plus récentes relatives aux séismes, la centrale de Cruas, quatre tranches CP1, face à un risque potentiel, est entièrement construite sur des coussins d'amortissement anti-sismiques qui ont fait l'objet d'un brevet conjoint EDF-Spie Batignolles appliqué à d'autres centrales nucléaires en France et dans le monde. La sécurité a toujours été, depuis l'initiation du programme électro-nucléaire français sous l'impulsion du Général De Gaulle, la préoccupation majeure et prioritaire de l'ensemble des personnels d'EDF et la fermeture de la centrale de Fessenheim constitue dans cette optique une incongruité inadmissible qui dépouille le capital industriel du pays.

Un dernier mot au sujet des digues du canal latéral du Rhin qui ont été conçues également pour résister à un séisme de 8 sur l'échelle de Richter. L'argument avancé par les écologistes dans le sens d'une immersion possible du site de Fessenheim à la suite d'une rupture de cette digue est un pur non-sens.

Gageons que des organismes comme la CGT oeuvreront par des actions en justice pour entraver voire faire annuler la décision arbitraire du gouvernement qui constitue le premier événement d'une chaine de décisions hautement préjudiciables à l'ensemble de l'économie française. La fermeture autoritaire de l'usine de Creys-Malville fut décrétée sans aucune concertation préalable et il serait réellement dommageable pour le gouvernement que cette situation soit réitérée car alors les crédibilités de l'équipe gouvernementale et du président seraient lourdement mises en doute. On ne gouverne pas sur des coups de têtes et des a priori idéologiques, l'industrie nucléaire ne doit pas être soumise aux échéances électoralistes de court terme !

Source : non divulguée pour respecter son anonymat, illustrations Wikipedia

Voir aussi : Ségolène Royal, réincarnation de Dominique Voynet